

Rapport financier

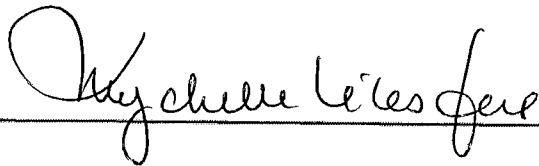
Exercice terminé le 31 décembre 2021

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER

Aux membres du conseil, **MUNICIPALITÉ DE KAMOURASKA**

Je soussigné(e), MYCHELLE LÉVESQUE, atteste la véracité du Rapport financier de Municipalité de Kamouraska pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021.

Signature



Mychelle Lévesque

Date 25 avril 2022

Table des matières

États financiers audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État des résultats	4
État de la situation financière	5
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers	8
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	21
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	22
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	23
Charges par objets	24
Excédent (déficit) accumulé	25
Avantages sociaux futurs	29

Renseignements financiers non audités

Analyse des revenus	35
Analyse des charges	47

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la municipalité de Kamouraska

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers de la municipalité de Kamouraska (la Municipalité), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2021 et les états des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la municipalité au 31 décembre 2021, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la municipalité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Municipalité inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S17, S18, S23-1, S23-2 et S23-3 et portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la municipalité à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la municipalité ou de cesser ses activités ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la municipalité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la municipalité;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la municipalité à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la municipalité à cesser ses activités;

Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Mallette S.E.N.C.R.L.

Mallette S.E.N.C.R.L.

Carolyne Thériault, CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique #A121812

470 avenue Chapleau Saint-Pascal QC G0L 3Y0

2022-04-25

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Budget	Réalizations	
		2021	2021	2020 Redressé note 23
Revenus				
Taxes	1	1 531 108	1 575 995	1 541 071
Compensations tenant lieu de taxes	2	7 250	10 064	12 867
Quotes-parts	3			
Transferts	4	323 372	543 629	2 887 614
Services rendus	5	12 460	6 268	10 313
Imposition de droits	6	20 000	62 967	33 851
Amendes et pénalités	7	350	1 780	50
Revenus de placements de portefeuille	8	5 000	7 971	8 558
Autres revenus d'intérêts	9	2 000	5 106	2 952
Autres revenus	10	27 500	37 452	35 567
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	1 929 040	2 251 232	4 532 843
Charges				
Administration générale	14	338 674	328 358	307 975
Sécurité publique	15	228 810	214 889	205 865
Transport	16	477 756	503 326	445 928
Hygiène du milieu	17	413 088	560 440	493 667
Santé et bien-être	18	1 500	21 316	9 002
Aménagement, urbanisme et développement	19	128 820	69 374	107 087
Loisirs et culture	20	200 764	188 925	158 864
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	82 000	63 160	50 513
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	1 871 412	1 949 788	1 778 901
Excédent (déficit) de l'exercice	25	57 628	301 444	2 753 942
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		9 144 108	6 720 873
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	27		330 707	
Solde redressé	28		9 474 815	6 720 873
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		9 776 259	9 474 815

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S17.

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2021**

		2021	2020 Redressé note 23
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	1 364 399	1 148 885
Débiteurs (note 5)	2	2 836 786	2 838 868
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	4 201 185	3 987 753
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10	124 603	
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	319 570	329 526
Revenus reportés (note 12)	12		
Dette à long terme (note 13)	13	3 116 278	3 238 571
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14		
Autres passifs (note 14)	15		
	16	3 560 451	3 568 097
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	640 734	419 656
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	9 090 287	9 009 020
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19		
Stocks de fournitures	20		
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	45 238	46 139
	23	9 135 525	9 055 159
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	9 776 259	9 474 815

Obligations contractuelles (note 19)
Droits contractuels (note 20)
Passifs éventuels (note 21)
Actifs éventuels (note 22)

Voir les notes afférentes aux états financiers, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

		<u>Budget</u>	<u>Réalisations</u>	
		2021	2021	2020 Redressé note 23
Excédent (déficit) de l'exercice	1	57 628	301 444	2 753 942
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 (	315 000 )(	559 684 )(	1 421 653)
Produit de cession	3			
Amortissement	4	346 128	478 417	451 027
(Gain) perte sur cession	5			
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8	31 128	(81 267)	(970 626)
Variation des propriétés destinées à la revente	9			
Variation des stocks de fournitures	10			
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		901	(46 139)
	13		901	(46 139)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	88 756	221 078	1 737 177
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		88 949	(1 317 521)
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	18		330 707	
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		419 656	(1 317 521)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		640 734	419 656

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

	2021	2020 Redressé note 23
Activités de fonctionnement		
Excédent (déficit) de l'exercice	1 301 444	2 753 942
Éléments sans effet sur la trésorerie		
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2 478 417	451 027
Autres		
"	3	
"	4	
	5	779 861
Variation nette des éléments hors caisse		3 204 969
Débiteurs	6 2 082	(1 650 732)
Autres actifs financiers	7	
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	8 (9 956)	(705 447)
Revenus reportés	9	
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	
Propriétés destinées à la revente	11	
Stocks de fournitures	12	
Autres actifs non financiers	13 901	(46 139)
	14	772 888
		802 651
Activités d'investissement		
Acquisition d'immobilisations corporelles	15 (559 684)	(1 421 653)
Produit de cession des immobilisations corporelles	16	
Acquisition d'actifs incorporels achetés	17 ()	()
Produit de cession des actifs incorporels achetés	18	
	19	(559 684)
		(1 421 653)
Activités de placement		
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux		
Émission ou acquisition	20 ()	()
Remboursement ou cession	21	
Autres placements de portefeuille		
Acquisition	22 ()	()
Cession	23	
	24	
Activités de financement (note 4)		
Émission de dettes à long terme		3 275 000
Remboursement de la dette à long terme	26 (131 400)	()
Variation nette des emprunts temporaires	27 124 603	(1 607 875)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	28 9 107	(36 429)
Autres		
"	29	
"	30	
	31	2 310
		1 630 696
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice		
Solde déjà établi	33 1 148 885	467 898
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	34	(330 707)
Solde redressé	35 1 148 885	137 191
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	36 1 364 399	1 148 885

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

1. Statut de l'organisme municipal

La municipalité de Kamouraska est un organisme municipal constitué et régit en vertu du Code municipal de la province de Québec.

2. Principales méthodes comptables

Base de présentation des états financiers

Les états financiers sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale au Québec* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S17 et S18 et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1, S23-2 et S23-3.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

S/O

a) Périmètre comptable

S/O

b) Partenariats

S/O

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions est effectuée selon la comptabilité d'exercice.

Utilisation d'estimations

La préparation d'états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses qui ont une incidence sur les montants de l'actif et du passif comptabilisés et sur la présentation des éléments d'actif et passif éventuels à la date des états financiers, ainsi que sur les montants comptabilisés à titre de produits et de charges au cours de l'exercice. Les résultats réels pourraient différer des résultats estimatifs.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la valeur de réalisation nette des propriétés destinées à la revente, la durée d'utilité des immobilisations, les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux, les contestations d'évaluation, le passif aux titres des sites contaminés, les réclamations en justice, les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et les obligations au titre des avantages sociaux futurs.

Constataion des revenus

Les revenus de taxes sont constatés lors du dépôt des rôles de perception

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

initial et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles;

Les taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats d'évaluateur;

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement;

Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits;

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;

Les revenus d'intérêts sont comptabilisés lorsqu'ils sont gagnés;

Les autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients ou lorsque les services sont rendus.

C) Actifs

S/O

a) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie de la municipalité sont composés de l'encaisse, des dépôts en circulation, du découvert bancaire, des chèques en circulation et des placements temporaires qui peuvent être convertis en tout temps en trésorerie.

b) Actifs non financiers

S/O

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. L'amortissement des immobilisations est calculé en fonction de leur durée de vie utile, selon la méthode linéaire aux taux suivants:

Infrastructures	de 2,5 % à 6,66 %
Bâtiments	de 2,5 % à 5 %
Véhicules	10 %
Ameublement et équipement de bureau	de 10 à 33,33 %
Machinerie, outillage et équipement	de 10 à 20 %

Les immobilisations en cours de développement ne font pas l'objet

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

d'amortissement avant leur mise en service.

La Municipalité capitalise les frais financiers relatifs aux immobilisations en cours de développement jusqu'à la date d'achèvement des travaux de construction ou d'amélioration.

Les immobilisations reçues sous forme d'apport sont comptabilisées selon une estimation de la juste valeur de l'immobilisation acquise, avec contrepartie aux revenus de l'exercice.

Lorsqu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la Municipalité de fournir des services ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à l'immobilisation est inférieure à sa valeur nette comptable, son coût est réduit afin de refléter la baisse de valeur. Les moins-values nettes sur les immobilisations sont comptabilisées aux résultats de l'exercice. Aucune reprise de valeur n'est comptabilisée.

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis selon la méthode linéaire sur la durée de l'emprunt. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais reportés à l'état de la situation financière.

Assainissement des sites contaminés

La Municipalité comptabilise un passif au titre des frais d'assainissement des sites contaminés lorsqu'il existe une norme environnementale, que la contamination dépasse cette norme, que la Municipalité est directement responsable ou qu'elle en accepte la responsabilité, qu'il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés et qu'il est possible de procéder à une estimation raisonnable des montants en cause.

E) Revenus

Les revenus de transfert sont comptabilisés dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, que les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif dans un poste de revenus reportés qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

F) Avantages sociaux futurs

Le Régime volontaire d'épargne-retraite (RVER) offert par la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

S/O

H) Instruments financiers

S/O

I) Autres éléments

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

Autres actifs non financiers

Les autres actifs non financiers représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice financier pour des services dont la Municipalité bénéficiera au cours des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où la Municipalité bénéficiera des services acquis.

3. Modification de méthodes comptables

S/O

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2021	2020
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	1 364 399	1 148 885
Découvert bancaire	2 ())
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3		
Autres éléments			
▪	4		
▪	5		
▪	6		
▪	7		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8	1 364 399	1 148 885
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9	16 000	14 334
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10		

Note

Les sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent le capital non engagé du fonds de roulement au 31 décembre.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

5. Débiteurs

		2021	2020
Taxes municipales	11	29 560	39 255
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13	2 735 916	2 742 391
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14	33 682	26 929
Organismes municipaux	15	33 094	15 628
Autres			
▪ Particuliers et entreprises	16	4 534	14 665
▪	17		
	18	2 836 786	2 838 868
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19	2 176 623	2 248 526
Organismes municipaux	20		
Autres tiers	21		
	22	2 176 623	2 248 526
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23		

Note**6. Prêts**

		2021	2020
Prêts à un office d'habitation	24		
Prêts à un fonds d'investissement	25		
Autres			
▪	26		
▪	27		
	28		
Provision pour moins-value déduite des prêts	29		

Note**7. Placements de portefeuille**

		2021	2020
Placements à titre d'investissement	30		
Autres placements	31		
	32		
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34		

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

8. Avantages sociaux futurs

	2021	2020
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35	
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36	
	37	
Charge de l'exercice		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38	
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39	
Régimes à cotisations déterminées	40	
Autres régimes (REER et autres)	41	10 053
Régimes de retraite des élus municipaux	42	
	43	10 053

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**9. Autres actifs financiers**

	2021	2020
Propriétés destinées à la revente (note 16)	44	
Autres	45	
	46	

Note**10. Emprunts temporaires**

La municipalité dispose d'un emprunt bancaire d'un montant autorisé de 300 000 \$, portant intérêt au taux préférentiel majoré de 0.50 % et renouvelable annuellement.

11. Crédoeurs et charges à payer

	2021	2020
Fournisseurs	47	84 742
Salaires et avantages sociaux	48	4 561
Dépôts et retenues de garantie	49	182 907
Provision pour contestations d'évaluation	50	174 527
Autres		
▪ Gouvernement du Québec	51	32 513
▪ Intérêts à payer DLT	52	14 847
▪	53	
▪	54	
▪	55	
	56	319 570
		329 526

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

12. Revenus reportés

	2021	2020
Taxes perçues d'avance	57	
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	58	
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	59	
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	60	
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	61	
Société québécoise d'assainissement des eaux	62	
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	63	
Autres contributions des promoteurs	64	
Fonds de redevances réglementaires	65	
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	66	
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	67	
Accès entreprise Québec	68	
Autres		
▪	69	
▪	70	
▪	71	
▪	72	
▪	73	
▪	74	
▪	75	
	76	

Note**13. Dette à long terme**

	Taux d'intérêt		Échéance			2021	2020
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,34	1,55	2040	2040	77	3 143 600	3 275 000
Obligations et billets en monnaies étrangères					78		
Gains (pertes) de change reportés					79		
					80		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					81		
Organismes municipaux					82		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					83		
Autres					84		
					85	3 143 600	3 275 000
Frais reportés liés à la dette à long terme					86	(27 322)	(36 429)
					87	3 116 278	3 238 571

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2021
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location- acquisition	Autres	
2022	88		135 100			135 100
2023	89		137 900			137 900
2024	90		140 700			140 700
2025	91		143 500			143 500
2026	92		2 586 400			2 586 400
2027 et plus	93					
	94		3 143 600			3 143 600
Intérêts et frais accessoires	95			()	()	
	96		3 143 600			3 143 600

Note

14. Autres passifs

	2021	2020
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	97	
Assainissement des sites contaminés	98	
Autres		
▪	99	
▪	100	
▪	101	
▪	102	
	103	

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	104	6 877 424	30 578		6 908 002
Eaux usées	105	1 356 889			1 356 889
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	106	3 537 164	322 793		3 859 957
Autres					
▪	107	1 913 599	176 763		2 090 362
▪	108				
Réseau d'électricité	109				
Bâtiments	110	1 402 128			1 402 128
Améliorations locatives	111				
Véhicules	112	84 593			84 593
Ameublement et équipement de bureau	113	117 412			117 412
Machinerie, outillage et équipement divers	114	216 357	20 005		236 362
Terrains	115	71 706			71 706
Autres	116				
	117	15 577 272	550 139		16 127 411
Immobilisations en cours	118	15 125	9 545		24 670
	119	15 592 397	559 684		16 152 081
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	120	1 776 585	156 911		1 933 496
Eaux usées	121	768 751	28 395		797 146
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	122	2 601 884	189 107		2 790 991
Autres					
▪	123	627 606	38 781		666 387
▪	124				
Réseau d'électricité	125				
Bâtiments	126	537 681	35 876		573 557
Améliorations locatives	127				
Véhicules	128	50 932	8 459		59 391
Ameublement et équipement de bureau	129	102 407	4 249		106 656
Machinerie, outillage et équipement divers	130	117 531	16 639		134 170
Autres	131				
	132	6 583 377	478 417		7 061 794
VALEUR COMPTABLE NETTE	133	9 009 020			9 090 287
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	134				
Amortissement cumulé	135	()	()	()	()
Valeur comptable nette	135				

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

16. Propriétés destinées à la revente

	2021	2020
Immeubles de la réserve foncière	137	
Immeubles industriels municipaux	138	
Autres	139	
	140	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	141	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	142	

Note**17. Actifs incorporels achetés**

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
▪	143				
▪	144				
▪	145				
▪	146				
	147				
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
▪	148				
▪	149				
▪	150				
▪	151				
	152				
VALEUR COMPTABLE NETTE	153				

Note**18. Autres actifs non financiers**

		2021	2020
Frais payés d'avance			
▪ Assurances payées d'avance	154	45 238	46 139
▪	155		
▪	156		
Autres			
▪	157		
▪	158		
	159	45 238	46 139

Note**19. Obligations contractuelles**

S/O

20. Droits contractuels

Programme de subvention

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

Dans le cadre du programme d'aide financière pour les bâtiments municipaux (PRABAM), le Gouvernement du Québec s'est engagé à verser une somme de 75 000 \$ pour des travaux admissibles. À la date des états financiers aucune somme n'a été comptabilisée à titre de revenu et un solde de 75 000 \$ de subvention demeure disponible pour des travaux futurs.

Dans le cadre de programmes de subvention sur les infrastructures, les gouvernements du Québec et du Canada se sont engagés à verser une somme de 918 798 \$ à la municipalité pour des travaux admissibles. La Municipalité doit également investir 152 000 \$ dans ces travaux. À la date des états financiers, 711 641 \$ a été comptabilisée à titre de revenu et un solde de 207 157 \$ de subvention demeure disponible pour des travaux futurs.

Les subventions pour le remboursement des intérêts totalisent 105 494 \$ sur une période de 5 ans. L'échéancier de ces subventions est de :

2022 -	23 845 \$
2023 -	22 485 \$
2024 -	21 112 \$
2025 -	19 726 \$
2026 -	18 326 \$

21. Passifs éventuels

S/O

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2021	2020
160			

S/O

B) Auto-assurance

S/O

C) Poursuites

S/O

D) Autres

S/O

22. Actifs éventuels

S/O

23. Redressement aux exercices antérieurs

Au cours de l'exercice, la Municipalité a cessé de comptabiliser les paiements de transfert au moment de l'encaissement de la subvention. La Municipalité constate maintenant les paiements de transfert selon l'avancement des travaux en investissement pour se conformer aux normes comptables du secteur public. En conséquence, le solde du Financement des investissements en cours au 1er janvier 2021 a été augmenté de 113 865 \$ ainsi que les soldes disponibles des règlements

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

d'emprunt fermés qui ont été augmenté de 216 842 \$ correspondant aux paiements de transfert des exercices antérieurs et les états financiers de l'exercice 2021 ont été retraités.

Le poste « Transfert » à l'état des résultats de l'exercice 2020 a été augmenté de 330 707 \$. Les « Débiteurs » à l'état de la situation financière ont été augmentés de 330 707 \$.

24. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'administration municipale.

25. Instruments financiers

S/O

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

	Budget 2021		Réalizations 2021		Réalizations 2020
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Revenus					Redressé note 23
Fonctionnement					
1 Taxes	1 531 108	1 575 995		1 575 995	1 541 071
2 Compensations tenant lieu de taxes	7 250	10 064		10 064	12 867
3 Quotes-parts					
4 Transferts	323 372	193 730		193 730	226 346
5 Services rendus	12 460	6 268		6 268	10 313
6 Imposition de droits	20 000	62 967		62 967	33 851
7 Amendes et pénalités	350	1 780		1 780	50
8 Revenus de placements de portefeuille	5 000	7 971		7 971	8 558
9 Autres revenus d'intérêts	2 000	5 106		5 106	2 952
10 Autres revenus (BOULEVARD, ...)	27 500	37 452		37 452	35 567
11 Effet net des opérations de restructuration					
12	1 929 040	1 901 333		1 901 333	1 871 575
Investissement					
13 Taxes					
14 Quotes-parts					
15 Transferts		349 899		349 899	2 861 268
16 Imposition de droits					
17 Autres revenus					
18 Contributions des promoteurs					
19 Autres					
20 Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux					
21 Effet net des opérations de restructuration					
22	1 929 040	2 251 232		2 251 232	2 661 268
Charges					
23 Administration générale	334 069	323 020	5 338	328 358	307 975
24 Sécurité publique	212 742	188 710	26 179	214 889	205 865
25 Transport	303 471	302 439	200 887	503 326	445 928
26 Hygiène du milieu	316 056	371 310	189 130	560 440	493 667
27 Santé et bien-être	1 500	21 316		21 316	9 002
28 Aménagement, urbanisme et développement	128 820	69 374	56 883	69 374	107 087
29 Loisirs et culture	146 625	132 042		188 925	158 864
30 Réseau d'électricité					
31 Frais de financement	82 000	63 160		63 160	50 513
32 Effet net des opérations de restructuration					
33 Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	346 129	478 417 (	478 417 (	478 417 (	1 778 901
34	1 871 412	1 949 788		1 949 788	2 753 942
35	57 628	301 444		301 444	
Excédent (déficit) de l'exercice					

Comptable

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		2021		2020
		Budget	Réalizations	Réalizations Redressé note 23
Excédent (déficit) de l'exercice	1	57 628	301 444	2 753 942
Moins : revenus d'investissement	2 (	)	349 899)	(2 661 268)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	57 628	(48 455)	92 674
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés				
Amortissement	4	346 129	478 417	451 027
Produit de cession	5			
(Gain) perte sur cession	6			
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8	346 129	478 417	451 027
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			
Remboursement de la dette à long terme	17 (	131 401)	(59 497)	()
	18	(131 401)	(59 497)	
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	315 001)	129 551)	116 072)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	44 315		
Excédent de fonctionnement affecté	21		64 417	24 197
Réserves financières et fonds réservés	22	(1 670)	(1 665)	(2 968)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23			
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	(272 356)	(66 799)	(94 843)
	26	(57 628)	352 121	356 184
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		303 666	448 858

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
		Réalizations	Réalizations Redressé note 23
Revenus d'investissement	1	349 899	2 661 268
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés			
Acquisition d'immobilisations corporelles			
Administration générale	2	()	(6 370)
Sécurité publique	3	176 763	(227 682)
Transport	4	341 218	(79 098)
Hygiène du milieu	5	32 158	(1 036 858)
Santé et bien-être	6	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	()	()
Loisirs et culture	8	9 545	(71 645)
Réseau d'électricité	9	()	()
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10	()	()
	11	559 684	(1 421 653)
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	12	()	()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	13	()	()
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	14		809 632
Affectations			
Activités de fonctionnement	15	129 551	116 072
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	16	76 763	17 686
Excédent de fonctionnement affecté	17	3 471	313 505
Réserves financières et fonds réservés	18		
	19	209 785	447 263
	20	(349 899)	(164 758)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21		2 496 510

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

		Budget	Réalizations	
		2021	2021	2020
Rémunération				
Liée au programme Accès entreprise Québec	1			
Autre	2	321 775	299 450	296 384
Charges sociales				
Liées au programme Accès entreprise Québec	3			
Autres	4	51 320	56 016	43 997
Biens et services				
Services obtenus d'organismes municipaux				
Compensations pour services municipaux	5			
Ententes de services				
Services de transport collectif	6			
Autres services	7	178 641	151 832	163 357
Autres biens et services	8	711 544	738 788	596 887
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	9	45 000	32 079	43 338
D'autres organismes municipaux	10			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11	37 000	28 072	
D'autres tiers	12			
Autres frais de financement	13		3 009	7 175
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	14	130 644	126 808	135 648
Transferts	15			
Autres	16			
Autres organismes				
Transferts	17			
Autres	18	33 859	30 635	34 832
Amortissement				
Immobilisations corporelles	19	346 129	478 417	451 027
Actifs incorporels achetés	20			
Autres				
▪	21	15 500	4 682	6 256
▪	22			
▪	23			
	24	1 871 412	1 949 788	1 778 901

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2021

	2021	2020
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 025 634	867 858
Excédent de fonctionnement affecté	394 473	393 235
Réserves financières et fonds réservés	232 842	231 176
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	()	()
Financement des investissements en cours		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	8 123 310	7 982 546
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	()	()
	9 776 259	9 474 815
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté		
Administration municipale	1 025 634	867 858
Organismes contrôlés et partenariats ¹		
	1 025 634	867 858
Excédent de fonctionnement affecté		
Administration municipale		
▪ Aqueduc & égouts	331 738	370 500
▪ Amél. centre com.	22 735	22 735
▪ Const. kiosque touristique	8 000	
▪ Réfection bâtiment anc. palais	32 000	
▪		
▪		
▪		
▪		
▪		
	394 473	393 235
Organismes contrôlés et partenariats ¹		
▪		
▪		
▪		
	394 473	393 235

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2021

	2021	2020
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
▪	27	
▪	28	
▪	29	
▪	30	
▪	31	
	32	
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
▪	33	
▪	34	
▪	35	
	36	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	37	16 000
Organismes contrôlés et partenariats	38	14 334
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	39	216 842
Organismes contrôlés et partenariats	40	216 842
Montant non réservé		
Administration municipale	41	
Organismes contrôlés et partenariats	42	
Fonds local d'investissement	43	
Fonds local de solidarité	44	
Autres		
▪	45	
▪	46	
	47	232 842
	48	231 176
	232 842	231 176

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2021**

	2021	2020
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 ()(
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 ()(
Mesure d'allègement pour la COVID-19	52 ()(
Autres	53 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	54 ()(
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	55 ()(
Assainissement des sites contaminés	56 ()(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	57 ()(
Autres	58 ()(
▪	59 ()(
▪	60 ()(
	61 ()(
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	62 ()(
Utilisation du fonds de roulement	63 ()(
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	64 ()(
Utilisation du fonds de roulement	65 ()(
Autres	66 ()(
▪	67 ()(
▪	68 ()(
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	69 ()(
Mesure relative à la COVID-19	70 ()(
Frais d'émission de la dette à long terme	71 ()(
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	72 ()(
Autres	73 ()(
▪	74 ()(
▪	75 ()(
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	76	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	77	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	78	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	79	
Autres	80	
▪	81	
▪	82 ()(

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2021

	2021	2020
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	83	
Investissements à financer	84 () ()	
	85	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	86	9 090 287
Propriétés destinées à la revente	87	9 009 020
Prêts	88	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	89	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	90	
	91	9 090 287
	92	9 009 020
Ajustements aux éléments d'actif	93	9 090 287
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	94 (	3 116 278)(
Frais reportés liés à la dette à long terme	95 (	27 322)(
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	96	2 176 623
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	97	2 248 526
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	98	
	99 (	966 977)(
	100 (	1 026 474)(
Dettes en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	101 (	966 977)(
	102	8 123 310
		7 982 546

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2021	2020
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3	
Charge de l'exercice	4 ()(
Cotisations versées par l'employeur	5	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 ()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	
Provision pour moins-value	12 ()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 ()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 ()(
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	
	20	
Cotisations salariales des employés	21 ()(
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 ()(
	23	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres	29	
▪	30	
▪	31	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 ()(
Rendement espéré des actifs	34 ()(
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35	
Charge de l'exercice	36	

**ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2021**

Non audité

Administration municipale		
Dette à long terme	1	3 143 600
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5	
▪	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	7	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	216 842
Débiteurs	9	2 176 623
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
Autres		
▪	12	
▪	13	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	750 135
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats		
	15	
Endettement net à long terme	16	750 135
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	17	328 894
Communauté métropolitaine	18	
Autres organismes	19	33 360
Endettement total net à long terme	20	1 112 389
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	21	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	22	
	23	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	24	1 112 389
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	25	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	26	

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

À la trésorière de la municipalité de Kamouraska,

Opinion

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel de la municipalité de Kamouraska (ci-après la « Municipalité ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021 (ci-après l'« état »).

À notre avis, l'état ci-joint pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021 a été préparé, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la municipalité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit de l'état au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observation - Référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) qui décrit le référentiel comptable appliqué. L'état a été préparé afin de permettre à la municipalité de répondre aux exigences de l'article 176 du Code municipal du Québec (chapitre C-27.1). En conséquence, il est possible que l'état ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'état

La direction est responsable de l'établissement de l'état conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un état exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la municipalité.

Responsabilité de l'auditeur à l'égard de l'état

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état pris dans son ensemble est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs de l'état prennent en se fondant sur celui-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que l'état comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la municipalité;

- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, le cas échéant, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Mallette S.E.N.C.R.L.

Mallette S.E.N.C.R.L.

Carolyne Thériault, CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique #A121812

470 avenue Chapleau Saint-Pascal QC G0L 3Y0

2022-04-25

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes	1	1 575 995
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	
Ajouter		
Revenus de taxes de l'exercice 2021 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	
Déduire		
Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	3 688
Autres taxes non reconnues aux fins du calcul du taux global de taxation réel	9	
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	10	1 572 307

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables au 1 ^{er} janvier 2021 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	11	129 567 600
Évaluation des immeubles imposables au 31 décembre 2021 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	12	129 777 500
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (Somme des lignes 11 et 12, le tout divisé par 2)	13	129 672 550

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL DE 2021 (Ligne 10 ÷ ligne 13 x 100)	14	1,2125 / 100 \$
--	----	------------------------